

Document

Le risque de comprendre

(par Thierry Meyssan)

Si nous en restons à l'infotainment, nous ne comprendrons jamais ce qui se noue devant nos yeux. Les spectacles télévisuels morbides ne sont que des divertissements : ils fixent notre regard sur la violence pour mieux nous empêcher de penser et mieux nous contraindre à la passivité. Nous devons dégager les grandes tendances, révéler les enjeux. Mais aussi prendre le risque d'assumer notre responsabilité de citoyen, c'est-à-dire prendre position.

25 mars 2003

Dans tous les moments de crise, les médias visent surtout à emporter le consentement des populations en les divertissant plus qu'en les informant. Le 11 septembre 2001, nous étions rivés à nos écrans de télévision pour regarder en boucle le choc des avions, les victimes prisonnières des tours en feu se jetant par les fenêtres, puis l'effondrement des immenses buildings. Aujourd'hui, toujours fascinés par la mort en direct, nous voilà pétrifiés à la vue des bombes détruisant Bagdad. Mais ces spectacles morbides ne sont que des divertissements : ils fixent notre regard sur la violence pour mieux nous empêcher de penser et mieux nous contraindre à la fatalité.

L'effondrement des tours jumelles a provoqué un immense nuage de poussière qui a recouvert New York et masqué la prise de pouvoir par un groupuscule de fondamentalistes : les faucons néo-conservateurs. Les lumières vives qui éclairent la nuit irakienne nous aveuglent elles aussi et nous empêchent de voir la progression de ces faucons néo-conservateurs au-delà des frontières états-uniennes. Prenons donc un instant de recul pour observer et analyser ce qui se passe au-delà du théâtre d'opérations. Oublions un instant les grandes proclamations morales sur les affres de la guerre et la dévotion à la démocratie et concentrons-nous sur la compréhension des événements. Si nous en restons à l'*infotainment*, nous ne comprendrons jamais ce qui se noue devant nos yeux.

Nous devons dégager les grandes tendances, révéler les enjeux. Mais aussi prendre le risque d'assumer notre responsabilité de citoyen, c'est-à-dire prendre position.

Chaque semaine, dans cette *Chronique de l'Empire*, j'analyserai la stratégie de l'administration Bush, la dérive de son régime et les enjeux internationaux dans lesquels nous sommes tous impliqués, que nous le voulions ou non. Et je vous inviterai à vous positionner. Je ne chercherai pas à vous présenter un commentaire consensuel, dosant avec subtilité la vérité, son contraire et le juste milieu. Je n'écrirai pas en tant que spectateur, mais en tant que président du Réseau Voltaire, c'est-à-dire comme un intellectuel engagé dans un combat pour la défense des libertés individuelles et la promotion de la laïcité.

La chute de Bagdad ne calmera pas la crise diplomatique, mais l'exacerbera. L'attaque de l'Irak par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, contre l'avis de leurs alliés traditionnels et en violation de la Charte de San Francisco remet en cause le fonctionnement de l'ONU, de l'OTAN, de l'ANZUS et de l'Union européenne. Il est faux de croire que la crise diplomatique est derrière nous et que les choses rentreront progressivement dans l'ordre après la victoire de la Coalition des volontaires sur l'Irak. En réalité, la crise ne fait que commencer. Elle va connaître une recrudescence avec l'établissement d'un nouveau gouvernement à Bagdad. Dans leur projet initial, les États-Unis avaient constitué à l'avance un gouvernement provisoire autour d'Ahmed Chalabi. Ils avaient prévu de soustraire de sa compétence l'exploitation pétrolière et de confier celle-ci à une autorité « indépendante » au prétexte de protéger les ressources économiques locales des tensions politiques. Ils devaient aussi imposer un protectorat militaire, inspiré des modèles du Japon et de l'Allemagne d'après 1945. Ce protectorat devait être confié au général Thomas Franks ou au général Jay Garner, proche d'Ariel Sharon. Les opérations humanitaires devaient revenir à un Haut-représentant de l'ONU - au choix Carl Bildt, Emma Bonino ou Bernard Kouchner - qui aurait à la fois traité les problèmes

sociaux et donné un vernis de légalité à l'ensemble du dispositif. Toute cette belle construction s'est effondrée : Kofi Annan a prévenu à l'avance que l'attaque de l'Irak contreviendrait au droit international, ce qui implique que le protectorat militaire envisagé serait assimilé à une domination coloniale. Puis, Igor Ivanov a déclaré à la presse que la Fédération de Russie ne reconnaîtrait pas un gouvernement imposé de la sorte en Irak. Le renversement du régime de Saddam Hussein, qui est un des buts de guerre revendiqués de la Coalition, ne peut donc déboucher sur une victoire politique. Au contraire, ce renversement ouvrira un débat majeur au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La coalition états-unienne n'a plus seulement Saddam Hussein comme ennemi, mais aussi les nouveaux soutiens de l'Irak. D'ores et déjà, malgré les apparences, la Coalition des volontaires n'a plus simplement en face d'elle le régime de Saddam Hussein comme elle le prétend. Alors que les États-Unis instrumentalisaient les inspecteurs de l'ONU pour s'assurer que l'Irak soit le plus désarmé possible lorsqu'ils l'attaqueraient, la Fédération de Russie et la République islamique d'Iran avaient commencé, fin 2002, à acheminer des armes légères et des munitions sur zone. Dans le cas d'un enlèvement des forces de la Coalition en milieu urbain, la résistance irakienne disposera donc d'un soutien militaire logistique, comme jadis la résistance vietnamienne.

Au cœur de l'OTAN, la Turquie bicéphale n'a pas encore déterminé son rôle. La fracture survenue au sein de l'OTAN à propos de la protection de la Turquie n'a pas opposé d'un côté les États-Unis, le Royaume-Uni et la Turquie et, de l'autre, la Belgique, l'Allemagne et la France, comme on feint souvent de le croire. En effet, la Turquie est elle-même bicéphale : partagée entre un pouvoir civil détenu par les démocrates-musulmans et un pouvoir militaire quasiment sous commandement des États-Unis. Par ailleurs, contrairement à la manière dont Washington l'avait introduit, le débat ne portait pas sur la protection de la Turquie, qui n'avait rien demandé, mais sur l'intégration de l'OTAN dans le dispositif impérial, sinon colonial, des États-Unis. Le compromis de façade, laborieusement élaboré, a été présenté comme une victoire politique par la Maison-Blanche. En réalité, le pouvoir militaire turc a été contraint de s'engager à ne pas annexer le Kurdistan, c'est-à-dire à renoncer à la rétribution que le Pentagone lui avait promise. D'ores et déjà l'Allemagne a indiqué que le compromis serait automatiquement annulé s'il était confirmé que des troupes turques étaient entrées en Irak.

Le Royaume-Uni est invité à saborder l'Union européenne. La crise de l'OTAN a provoqué en chaîne celle de l'Union européenne. Là encore, en voulant passer en force, Washington a cristallisé une opposition latente. En poussant des chefs d'État et de gouvernement européens à publier deux déclarations communes pro-états-uniennes, la Maison-Blanche a discrédité ses amis devant leurs opinions publiques et a failli remettre en cause l'élargissement de l'Union. La crise a favorisé l'émergence d'un axe franco-allemand renforcé, qui s'est exprimé dès janvier sans que Washington ne réalise qu'il s'opposait non seulement à l'attaque de l'Irak en particulier, mais à son expansion impériale en général. Enfin, la crise a contraint Londres à choisir son camp. La démission de Tony Blair, que beaucoup croyait inéluctable après les manifestations monstres organisées par ses anciens électeurs, aurait probablement conduit le Royaume-Uni à renoncer à son alliance privilégiée avec les États-Unis et à se tourner vers l'Union européenne, comme elle avait déjà tenté de le faire à l'époque d'Edward Heath. Au contraire, le soutien apporté par la Chambre des communes au Premier ministre va logiquement conduire Londres à s'éloigner de l'Union européenne. D'ores et déjà, certains à la Maison-Blanche sont favorables à un sabotage de l'Union pour en finir avec le triangle belgo-franco-allemand.

Une nouvelle alliance eurasienne émerge face à l'hyper-puissance. Ce scénario catastrophe a conduit à un rapprochement imprévu entre le triangle ouest-européen, la Russie et la Chine, formant ainsi un axe eurasiatique qui, s'il devait se confirmer à l'avenir, pourrait équilibrer efficacement l'hyper-puissance états-unienne.

Les soldats US découvrent la réalité que leur propagande leur avait masquée. Dans ce contexte, les opérations militaires en Irak ne sont pas seulement une succession d'événements cruels, mais deviennent un enjeu politique mondial. Les soldats de la Coalition, qui piétinaient depuis trois mois aux portes de l'Orient, se sont rués vers les grandes villes pour libérer la population. Mais dès les premiers contacts, les soldats ont compris qu'ils n'étaient pas attendus en libérateurs comme on le leur avait répété, mais redoutés comme envahisseurs. Ce choc psychologique a contraint immédiatement l'état-major à éviter tout contact des troupes avec la population pour éviter une démoralisation prématurée. Les chars se promènent donc dans le désert sans plus savoir quel objectif atteindre. L'état-major espère n'avoir à faire entrer les troupes dans Bagdad qu'après le renversement du régime qui pourrait céder sous l'effet des bombardements ou

d'un coup d'État, ou encore après l'assassinat de Saddam Hussein par un commando. Mais le président irakien avait intégré par avance que le temps jouerait en sa faveur.

L'idéal démocratique est instrumentalisé pour justifier la conquête. Le choc psychologique éprouvé par les troupes de la Coalition finira par atteindre les opinions publiques occidentales et, paradoxalement, l'intégration des journalistes aux unités états-uniennes ne peut que hâter ce phénomène. Il faudra bien admettre que les armées de la Coalition n'apportent pas la démocratie, mais arguent de la démocratie pour étendre un Empire, comme jadis les armées coloniales évoquaient leur mission civilisatrice pour justifier de leurs conquêtes. Ce constat établi, il faudra encore admettre que, depuis les élections truquées de 2000 et le choc du 11 septembre 2001, le régime de George W. Bush a changé la nature des États-Unis. D'où cette question : peut-on défendre la liberté en restant allié des États-Unis ?

Thierry Meyssan